



En bref

- Le [FMI](#) révisé légèrement à la hausse la prévision de croissance économique du Royaume-Uni pour 2023, de 0,1pt, pour la fixer à 0,5%. A contrario, la prévision pour 2024 est largement revue à la baisse, de 0,4pt, pour s'établir à 0,6%.

- Selon les premières estimations de l'[ONS](#), le produit intérieur brut réel mensuel a augmenté de 0,2% en août 2023, après une contraction de 0,6% en juillet 2023, revue à la baisse de 0,1pt par rapport à la précédente publication.

- Le gouvernement s'apprête à relever de près de 85% le plafond des dépenses électorales nationales des partis politiques, pour le porter à 35 M£ environ. Au cours des six premiers mois de l'année, les partis

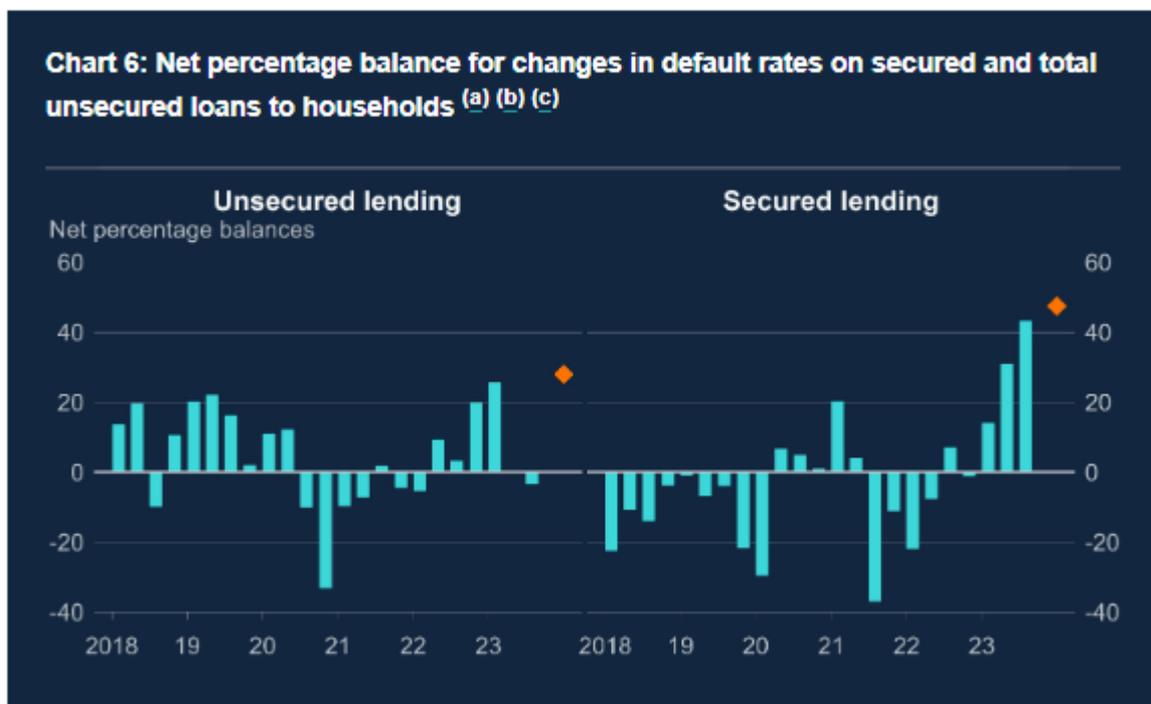
conservateur et travailliste ont respectivement perçu 22,3 M£ et 16,4 M£.

- Dans le cadre de la revue de la productivité du secteur public confiée par le Chancelier de l'Échiquier Jeremy Hunt, le secrétaire général au Trésor [John Glen](#) examine les pistes de l'apport de l'intelligence artificielle.

- Le Chancelier de l'Échiquier [Jeremy Hunt](#) était à Marrakech du 12 au 13 octobre afin de participer aux rencontres annuels du FMI et de la Banque Mondiale. En amont de la présentation d'automne du budget, il a réaffirmé l'engagement du Royaume-Uni en faveur de la responsabilité budgétaire.

- Le ministère du commerce (*Department for Business and Trade*) a nommé [Stephen Welton](#) – fondateur, entre autres, de *CCMP Capital* et du *Business Growth Fund* – au conseil d’administration de la *British Business Bank*.
- L’autorité en charge des dossiers de défense commerciale (*Trade Remedies Authority, TRA*) a initié un [réexamen](#) des droits compensatoires imposés aux importations de biodiesel en provenance d’Argentine.
- Aidée par l’agence [UKEF](#) (agence britannique de crédits exports), l’entreprise *DEA aviation* a pu bénéficier d’un nouveau financement auprès de *Santander UK*, qui lui permettra d’investir en vue de consolider ses activités d’exportation.

📊 **Graphique de la semaine : les prêteurs ont indiqué à la [Banque d'Angleterre](#) qu’au cours du troisième trimestre le taux de défaut**



sur les prêts aux ménages avait augmenté et que les pertes en cas de défaut étaient en légère hausse également. Elle s'attend à ce que ces deux variables poursuivent sur cette trajectoire au quatrième trimestre.

Actualité macro-économique

Selon la [Banque d'Angleterre](#), le nombre de retards de paiement de prêts hypothécaires a légèrement augmenté au troisième trimestre mais reste faible par rapport aux chiffres historiques, représentant moins de 1% de l'encours total – Les difficultés de remboursement ont pu être réduites par la prolongation de la période de remboursement et, plus marginalement, par le basculement vers un contrat *interest only*, réduisant le montant des mensualités à court terme en ne remboursant que les intérêts dans un premier temps puis le capital. Selon le Comité de Politique Financière, cela pourrait se traduire par un endettement plus important à l'avenir des ménages britanniques.

Suite à l'affaire Carillion, le régulateur britannique des sociétés d'audit – the Financial Reporting Council – impose sa plus importante pénalité financière (21 M£) à KPMG ayant constaté un "nombre inhabituellement élevé de violations" des normes d'audit – Il estime que l'entreprise Carillion, un groupe de construction auquel le gouvernement britannique a eu recours, "n'a pas fait l'objet d'audits rigoureux, complets et fiables au cours des trois années qui ont précédé sa disparition" en 2018.

Le parti travailliste réduit à nouveau le budget qu'il souhaiterait consacrer à l'action climatique – Le Labour a longtemps été favorable à un emprunt budgétaire annuel de 28 Md£; cet objectif est désormais ramené à 20 Md£, le gouvernement actuel ayant fixé une trajectoire de 8 Md£ par an. De plus, ce chiffre ne constitue plus un engagement mais un plafond qui pourrait être atteint au cours de la seconde moitié de la législature.

En réaction à la dette record des ménages britanniques auprès des fournisseurs d'énergie, l'autorité de régulation envisage d'ajouter un ajustement ponctuel au plafond des prix de l'énergie – Selon l'[Ofgem](#), les foyers britanniques cumulent une dette de 2,6 Md£ en raison de la hausse des cours de l'énergie et de la crise du coût de la vie. Afin de réduire le risque de faillite ou de sortie du marché en raison de dettes irrécouvrables, les ménages verraient leur facture annuelle augmenter de 17 £, en moyenne. Une consultation est ouverte à ce sujet, la mesure ne devant pas entrer en vigueur avant avril 2024. Pour mémoire, une facturation forfaitaire supplémentaire de 82 £ avait déjà eu lieu pendant la crise de l'énergie, une trentaine de fournisseurs ayant fait faillite. L'objectif était de couvrir les

coûts liés à la garantie de raccordement au réseau des ménages.

Selon le chef économiste de la Banque d'Angleterre, les futures prises de décision concernant le taux d'intérêt directeur seront moins évidentes que précédemment – Selon [Huw Pill](#), " la question de savoir si nous en avons fait assez ou si nous devons en faire plus devient de plus en plus délicate". Cette intervention intervient à la suite de la publication d'une faible croissance économique pour le Royaume-Uni sur la période juin-août, de 0,3%. À l'inverse, selon [Swati Dhingra](#), membre externe du Comité de Politique Monétaire de la Banque d'Angleterre ayant un vote "colombe" depuis le début de ce cycle de resserrement, "seulement 20 à 25 % de l'impact des hausses de taux d'intérêt ont été répercutés sur l'économie". Elle pense qu'il existe une inquiétude car « cela pourrait signifier que nous allons devoir payer un coût plus élevé que ce que nous devrions avoir à payer" pour que l'inflation retrouve sa cible de 2% à moyen terme.

Actualité commerce & investissement

Le ministre du commerce international, Nigel Huddleston, s'est rendu en Colombie et au Pérou pour renforcer les liens commerciaux bilatéraux – À l'occasion de ce déplacement, il s'est entretenu avec ses homologues dans le

cadre des deuxième (Pérou) et troisième (Colombie) dialogues commerciaux bilatéraux. Plus largement, ces différentes séquences ont été placées sous le signe de la coopération dans les secteurs de l'énergie et de la santé avec des discussions portant sur la réglementation des entreprises pharmaceutiques britanniques, la double taxation ou encore les traitements douaniers discriminatoires au Pérou.

Le Royaume-Uni et la Corée du Sud se sont accordés sur la prolongation pour deux années supplémentaires des règles bilatérales de libre-échange – Le commerce entre le Royaume-Uni et la Corée du Sud est actuellement régi par l'accord de continuation hérité de l'Union européenne (UE), que les deux États ont signé en août 2019. L'application prolongée de cet accord, et notamment du calcul des règles d'origine – conduisant à étendre le bénéfice du traitement préférentiel aux opérateurs britanniques incorporant des composants européens – permet aux entreprises de sécuriser leurs échanges commerciaux alors que les deux partenaires devraient annoncer le début des négociations d'un accord commercial « modernisé ».

La publication des derniers chiffres du commerce extérieur britannique indique une amélioration du solde de la balance des transactions courantes sur le mois d'août 2023 – Les données de l'Office national pour les statistiques (ONS) font état d'un léger creusement du déficit de

la balance commerciale (+1,5Mds£) en août par rapport au mois précédent, lié à la reprise des importations de pétrole et de gaz en provenance de Norvège. Cette dégradation mensuelle est compensée à l'échelle trimestrielle, avec une contraction du déficit de la balance commerciale enregistrée à hauteur de -5,9Mds£ entre juin et août 2023, par rapport au trimestre précédent. Le solde de la balance des services est, quant à lui, resté stable sur le mois.

Le Royaume-Uni étudie les possibilités d'utilisation des actifs souverains russes pour financer l'effort de guerre de l'Ukraine – Suite à [l'annonce](#) des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G7 la semaine dernière, J. Hunt (Chancelier de l'Echiquier) a chargé la Banque d'Angleterre (BoE) d'explorer les possibilités d'utilisation des actifs souverains russes pour financer la guerre en Ukraine. Cette annonce entérine le soutien des gouvernements britanniques et américains au projet d'instauration d'une taxe exceptionnelle sur les bénéfices générés par les avoirs russes gelés discuté par l'Union européenne.

L'extension de l'interdiction d'importation de fer et d'acier russes votée au printemps est entrée en vigueur au 30 septembre 2023 – En effet, depuis cette date et en vertu de l'amendement des [dispositions réglementaires](#) encadrant le régime de sanctions à l'égard de la Russie, il est désormais interdit d'importer au Royaume-Uni

certains produits sidérurgiques russes transformés dans des pays tiers (*Regulation 461A et 461B*). Cette mesure s'inscrit dans l'effort de lutte contre le contournement des sanctions imposées à la Russie.

Actualité financière

La FCA met en place un ensemble de nouvelles règles visant à limiter les méthodes de marketing agressives pour les cryptomonnaies. Ces nouvelles mesures, qui avaient été annoncées en juillet dernier, interdisent notamment les bonus pour parrainages et introduisent une période « cool-off » ne permettant pas aux utilisateurs nouvellement inscrits d'acheter certaines valeurs qui « explosent » durant une journée. En théorie, la FCA peut se prévaloir de ces nouvelles règles depuis le lundi 9 octobre dernier, mais a préféré accorder des périodes de transition compte tenu des changements de stratégie qu'elles impliquent pour les entreprises spécialisées dans les cryptos.

Toutefois, la FCA a émis 146 alertes concernant les méthodes de promotion des cryptomonnaies dans les premières vingt-quatre heures du nouveau régime. La FCA se dote ainsi d'un pouvoir supplémentaire dans le cadre du Financial Securities and Markets act (FSMA) en matière de supervision des activités liées aux cryptomonnaies. En plus des règles anti-blanchiment d'argent, les pratiques de marketing des

entreprises qui conduisent ces activités devront également être conformes aux règles de la FCA.

Le Lord Mayor of the City of London, ambassadeur du secteur financier et des services du Royaume-Uni [ambitionne de rendre le crédit plus accessible et intégrer l'éducation financière dans les programmes scolaires.](#) En soulignant que 14 millions de personnes au Royaume-Uni ont moins de 100£ d'épargne, Nicholas Lyons appelle les régulateurs et les acteurs du secteur financier à rendre l'information financière plus accessible et compréhensible ainsi qu'à œuvrer pour l'inclusion financière de publics vulnérables. Il appelle le gouvernement à mettre en place un plan d'action visant à étendre l'offre de crédit, d'assurance et de produits de consolidation de dette moins chers et à développer l'usage de l'open banking et de l'open finance. Il nuance toutefois l'idée que l'apparition de ces nouveaux produits ne pourrait avoir les effets escomptés en termes d'inclusion financière que si elle est appuyée par des programmes d'éducation financière.

Le comité de politique financière (FPC) de la Banque d'Angleterre a [publié son compte rendu d'octobre sur la stabilité financière, dans lequel il plaide pour un renforcement de la liquidité des fonds monétaires \(250£Mds\).](#) D'après le FPC, les fonds monétaires (fonds investis principalement dans des instruments court terme du marché monétaire) devraient doubler la part d'actifs liquides à 7 jours qu'ils détiennent, en

proportion de leur actif total. Fixé actuellement à 30%, le FPC recommande la révision de ce seuil à 50-60% de l'actif afin d'assurer qu'un fonds monétaire puisse faire face à ses demandes de rachats à tout moment. Ces annonces s'inscrivent dans le sillage de travaux du FSB sur le sujet et de l'annonce par la Securities and Exchange Commission (SEC) d'un rehaussement de ce seuil à 50% pour les fonds monétaires américains.

Le gouverneur de la banque d'Angleterre estime que les banques centrales ont un rôle plus important à jouer afin d'éviter les paniques bancaires facilitées par les réseaux sociaux et la spécialisation de certaines banques. Dans le cadre des rencontres de l'Institute of International Finance à Marrakech, Andrew Bailey a insisté sur la nécessité pour les banques centrales d'agir compte tenu de la rapidité des retraits des dépôts observés plus tôt cette année, dans le cas de SVB notamment. Une garantie totale des dépôts (aujourd'hui seuls les dépôts inférieurs à 85000£ sont garantis, pourrait ainsi permettre de stabiliser les flux sortants des dépôts en période de stress. Néanmoins, une telle mesure de stabilisation évacuerait tout «hasard moral» du marché et il invite les régulateurs à œuvrer pour une solution qui permette de combiner ces deux aspects de la question. Il estime également qu'une surveillance des tendances sur les réseaux sociaux permettrait de prévenir les paniques bancaires.

La **consumer duty** (value for money britannique) conduit le premier gestionnaire de fortune britannique, St. Jame's Place (SJP), à revoir la structure des frais de ses produits d'investissement. Le FT a révélé que la FCA s'intéressait à la nature opaque de certains frais de conseil pratiqués par SJP ainsi qu'aux frais de rachat systématiques en cas de sorties précoces qui s'appliquaient à près de 30% (47£Mds) de ses actifs. Les règles de Consumer Duty, en vigueur depuis le mois de juillet visent à assurer que les fournisseurs de produits financiers agissent dans les intérêts du client. Suite à la médiatisation de l'intervention de la FCA, SJP a annoncé revoir la structure des frais afin de les rendre plus transparents et comparables. Cela devrait, d'après son directeur financier, coûter à SJP entre 140£M et 160£M sur 2023-2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Justine Duval, Alexandre Geny et Carole Lebreton

Revu par Pierre Chabrol
londres@dgtresor.gouv.fr

Pour s'abonner :